

hebdomadaire

n° 3013 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebd@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

LES SALAIRES TROP LOIN DU SOMMET

Si FO se rendra au sommet social à l'Élysée le 18 janvier, c'est bien pour faire valoir ses revendications d'urgence face à l'envolée du chômage et sûrement pas pour cautionner des reculs sociaux (lire page 3 et l'édito page 4). Dans le même temps, les syndicats FO mobilisent pour l'augmentation des salaires alors que le SMIC demeure à la traîne et que les tarifs publics augmentent (lire en particulier page 7).

AGIR événements

Il aura fallu onze jours de grève pour que les agents de sûreté aéroportuaire voient leurs revendications sortir de l'ombre. Reste que leurs salaires n'ont toujours pas décollé.

Lire page 5

L'addition sera salée cette année pour les assurés sociaux, frappés par des mesures d'austérité gouvernementales entrées en vigueur le 1^{er} janvier.

Lire page 6

Après la forte mobilisation des agents des services publics, le 22 décembre dernier en défense de leurs retraites, les centrales nationales belges appellent à une grève générale le 30 janvier.

Lire page 8

SOMMET... SOCIAL

Lire l'éditorial page 4

SAVOIR pratique

La propension de certains employeurs à se débarrasser des salariés qu'ils ont usés jusqu'à la corde est à l'origine de nombreux contentieux. La Cour de cassation rappelle ici quelques principes élémentaires.

Lire page 13

DOSSIER en pages centrales

Force Ouvrière réunissait plus de quatre cents personnes à Paris, le 7 décembre dernier, pour la journée Travail et Handicap consacrée aux conséquences de la crise sur l'insertion des travailleurs handicapés.

MONTRER reportage

FO Hebdo est allé à la rencontre des salariés de l'usine de frites surgelées McCain, qui ont débrayé durant seize jours pour obtenir une hausse de salaire et de meilleures conditions de travail.

Lire pages 17 à 20



Photo: FO Hebdo/C. Josselin

TPE

2012

Il n'y a pas
de Très Petite
Élection



ILLUSTRATION : STUDIO TRICOT

2012, année des salariés des TPE. En décembre,
4 millions de salariés de l'artisanat, du commerce,
des services et des professions libérales ont leur élection.

Mieux représentés, + forts

FO



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

SOMMET... SOCIAL

Face à la remontée importante du chômage, toutes catégories confondues, le président de la République organise ce qu'on appelle un sommet ou une grand-messe dite sociale le 18 janvier. De fait, il est malheureusement plus que probable que le taux de chômage repassera officiellement la barre des 10% courant 2012. Or la question de l'emploi et du chômage sera à coup sûr au centre des débats de l'élection présidentielle. Dès lors, il y a quelque opportunité politique à organiser une telle réunion. C'est d'ailleurs pourquoi, dès son annonce, nous avons indiqué que ceux qui voudraient tenter de nous instrumentaliser ne sont pas encore nés. Et la meilleure façon de ne pas l'être c'est de rester fidèles à ce que nous sommes, libres et indépendants, et de faire connaître nos analyses et revendications. D'autres contacts sont d'ailleurs prévus avec au moins un candidat déclaré à l'élection présidentielle. Dans tous les cas, ce sont nos positions que nous défendrons.

La cause essentielle de la forte remontée du chômage réside dans la politique économique menée en France comme en Europe. L'augmentation des dettes publiques décidée pour venir en aide aux banques et institutions financières, le dogmatisme monétaire, l'impossibilité de dévaluer, l'absence d'émancipation des gouvernements face aux marchés financiers conduisent à la mise en place de politiques d'austérité. Ces politiques, faites de réduction des dépenses publiques et sociales, de pressions sur le pouvoir d'achat des salariés, de réduction des droits sociaux, installent la récession, donc l'explosion du chômage. Cela signifie qu'on fait payer aux travailleurs et à leurs familles, à des degrés divers selon les pays, la crise et sa persistance, l'austérité amenant l'austérité dans un mouvement de siphon. C'est pourquoi nous n'accepterons pas toute mesure qui viserait à remettre en cause les droits sociaux et les principes républicains. Ce qui serait par exemple le cas avec des accords compétitivité/emploi, visant à baisser la durée du travail et les salaires en contrepartie d'engagements (?) sur l'emploi ou l'investissement. De tels mécanismes non seulement ont souvent échoué, mais ils font porter le risque sur le salarié et ne visent à rien d'autre que d'imposer un temps partiel contraint.

Ils sont d'ailleurs contraires au chômage partiel où la perte de salaire est en grande partie compensée. Mais encore faut-il que le gouvernement accepte de mettre de l'argent sur la table. D'autres revendications seront rappelées (AER, préretraites, Allocation de solidarité intergénérationnelle, accessibilité du CSP aux CDD notamment). Ce n'est pas en poursuivant, voire en accentuant la politique économique à l'origine de la crise qu'on sortira de la crise, ce qui nécessiterait une vraie rupture aux niveaux national et européen. «Perseverare diabolicum», disaient les latins ou, comme Albert Einstein, «la folie c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent». Autant nous sommes prêts à discuter de toute une série de mesures ponctuelles face à la crise, autant nous n'acceptons pas l'idée subreptice de TVA sociale, parce que c'est économiquement inefficace et socialement dangereux. Quand on fait une erreur de diagnostic économique on prescrit un mauvais médicament qui, en plus, peut avoir des effets secondaires néfastes. Cela étant, bonne année à toutes et à tous. Restons nous-mêmes, soyons rebelles!

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Sommet sur l'emploi: L'envolée du chômage s'invite à l'Élysée. Chômage partiel: Il y a urgence à renouveler l'accord.

Page 4

Sommet... social, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Aéroports: Les agents de sûreté veulent des salaires qui décollent. Action syndicale: Le droit de grève n'est pas négociable.

Page 6

Nucléaire: Plan de rigueur chez Areva. Assurés sociaux: Les mauvais coups de 2012.

Page 7

Atonie salariale: SMIC horaire: +22 centimes en un an. Trois questions à... Marie-Alice Medeuf-Andrieu, Secrétaire confédérale, représentant FO lors de la Commission nationale de la négociation collective du 15 décembre 2011.

Page 8

Austérité: Le mécontentement monte en puissance en Belgique. Coût du travail: Les grèves se multiplient en Chine.

Page 9

Carrefour: FO obtient un quatorzième mois de salaire. Eure-et-Loir: La chirurgie de nuit en danger. Post-Scriptum, par Yves Veyrier: Élections 2012: c'est parti!

SAVOIR

Page 13

Les droits: Obligation de reclassement après une inaptitude due à un accident de travail chez un précédent employeur? Consommation: Tarifs et horaires: la SNCF déroutée.

Page 14

Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles. Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Entre coopération et concurrence: Le couple franco-allemand Parution > La rédaction vous signale. Voix de presse: TVA, TTF: une taxe peut en cacher d'autres.

Page 16

Une sélection de livres. À voir: Expo Agnès Varda à Sète: La «grand-mère de la nouvelle vague» voit la terre.

MONTRER

Pages 17 à 20

Agroalimentaire: Une journée avec les grévistes de chez McCain.

DOCUMENT

Pages 10 et 11

Travail et handicap: Développer l'intégration professionnelle et la formation.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2011:

1 365,94 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:

Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:

7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée
(tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

50,6

Au Portugal, les ventes de véhicules neufs au mois de décembre 2011 ont diminué de 50,6% par rapport à décembre 2010. Chez le voisin espagnol, où le marché automobile s'est réduit de moitié ces trois dernières années, elles ont chuté de 17,7% en 2011, atteignant ainsi leur plus bas niveau depuis 1993. En Italie, après un recul de plus de 10% cette année, elles s'annoncent plutôt mal pour 2012. Dans l'Hexagone, Renault s'attend à une diminution de 17% pour le secteur au premier trimestre 2012, estimant la baisse des commandes sur le marché français des voitures neuves à environ 55% pour le mois de décembre 2011, tandis que son président, Carlos Ghosn, s'était félicité, en septembre dernier, de la prévision d'un niveau record des ventes mondiales d'automobiles en 2011. À croire que ça ne roule pas pareil pour tout le monde...

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) sur 97% du salaire.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 sur 97% du salaire.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au mini-
mum, mais ne peut dépasser
75% du salaire journalier de
référence (salaire des douze
mois qui ont précédé la rup-
ture du contrat de travail).

*Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.*

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

NOVEMBRE 2011	DU 30/11/2010 AU 30/11/2011	DU 01/01/2011 AU 30/11/2011
+0,3%	+2,5%	+2,04%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

3^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 120,95 – évolution sur un an: + 1,9%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

△ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
△ 57,4% de cet ancien salaire;

△ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.